

DF : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.  
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON  
REF: 19:04 7-05-82 000017969 - 000018410

TLX N. 83086-SG / B 12/106

TELEX HERDOMADAIRE NR 83 DU 07.05.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES  
DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION  
INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

## 1. INTRODUCTION

IL N'EST PAS POSSIBLE CE VENDREDI, D'ANTICIPER SUR LA FACON DONT EVOLUERONT LES TRAVAUX AU NIVEAU MINISTERIEL SUR LES DEUX PROBLEMES CRUCIAUX DE LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU BUDGET ET DE LA CONCLUSION D'UN ACCORD SUR LES PRIX AGRICOLES DE LA NOUVELLE CAMPAGNE, PROBLEMES ENTRE LESQUELS LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE APPAREMMENT DESORMAIS ISOLE- MAINTIENT UNE LIAISON.

LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES SE REUNIRONT COMME PREVU DE MANIERE INFORMELLE (TYPE GYMNIICH) CE WEEK-END A VILLERS LE TEMPLE AVEC LA PARTICIPATION DU PRESIDENT THORN. L'ACTUALITE POLITIQUE MONDIALE (FALKLAND ET MOYEN-ORIENT, NOTAMMENT) TIENDRA CERTAINEMENT UNE GRANDE PLACE DANS LEURS ENTRETIENS ET LES PROBLEMES DU MANDAT Y SERONT AUSSI CERTAINEMENT EVOQUES.

LA PRESIDENCE A PAR AILLEURS CONVOQUE FORMELLEMENT UNE SESSION DU CONSEIL "AGRICULTURE" LUNDI ET MARDI PROCHAINS QUI REPRENDRONT SES DELIBERATIONS AU SUJET DU COMPROMIS GLOBAL DE LA PRESIDENCE SUR LES PRIX 1982/83 ET LES MESURES CONNEXES AINSI QUE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE POUR LES PRODUITS MEDITERRANEENS. SI UN ESPOIR EST RESSENTI ICI DE PARVENIR A UNE SOLUTION POUR LES RESERVES HELLENIQUE ET ITALIENNE AINSI QUE SUR LES PROBLEMES PONCTUELS QUI DEMEURENT EN SUSPENS ON NE PEUT A CE STADE PREJUGER LES CONSEQUENCES DE LA RESERVE GLOBALE BRITANNIQUE QUI SUBSISTE EN LIAISON AVEC LE "MANDAT".

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

## 2.1 CONSFIL INDUSTRIE (4 MAI 1982)

## A) POLITIQUE SIDERURGIQUE

LE CONSEIL A RENDU SON AVIS CONFORME EN MATIERE DE POLITIQUE DE PRIX, AU BENEFICE DE CERTAINES RESERVES D'ATTENTE. LE CONSEIL EST EGALEMENT PARVENU A UN ACCORD DE PRINCIPE SUR LA PROROGATION DU SYSTEME DE L'ORGANISATION DU MARCHE (QUOTAS DE PRODUCTION) POUR UNE PERIODE DE 12 MOIS. UNE DECISION DEFINITIVE EST ATTEN-

RK	3									
RS	HW	-	-	-	-	-	-	-	-	CF
1	TR.	I.S.	FIN.	AGR.	ENE.	R.D	ADM.	S.A.	MMS	

15  
DUE DE LA SESSIOI J 26 MAI QUI EXAMINERA EG MENT LES PROPO-  
SITIONS DE LA COMMISSION SUR LE VOLET SOCIAL POUR LES ANNEES  
1982/84.

## B) STRATEGIE INDUSTRIELLE

LE CONSEIL, QUI DISPOSAIT D'UN RAPPORT DU GROUPE DES DIRECTEURS  
GENERAUX DE L'INDUSTRIE DES ETATS MEMBRES, A EU UN DEBAT D'ORIE-  
NTATION. LE CONSEIL A INVITE LA COMMISSION A POURSUIVRE SES TRA-  
VAUX ET PRESENTER D'AUTRES PROPOSITIONS COMPLEMENTAIRES.

### 2.2 PROBLEMES BUDGETAIRES

-----  
CONFORMEMENT AUX ORIENTATIONS ARRETEES LA SEMAINE DERNIERE SUR  
LES GRANDES MASSES DU BUDGET 1983, QUI SE CARACTERISAIENT PAR UN  
ACCROISSEMENT MODERE DES DEPENSES AGRICOLES ET UN FORT RELEV-  
MENT DES CREDITS DESTINES AUX AUTRES POLITIQUES COMMUNES ET AUX  
MESURES STRUCTURELLES, LA COMMISSION A ARRETE CETTE SEMAINE LES  
MONTANTS QU'ELLE COMPTE INSCRIRE DANS SON ETAT PREVISIONNEL POUR  
LES PRINCIPAUX CHAPITRES. ELLE A EGALEMENT PROCEDÉ A UN PREMIER  
EXAMEN DES DEMANDES D'EFFECTIFS SUPPLEMENTAIRES QU'ELLE COMPTE  
PRESENTER. LES TRAVAUX VONT SE POURSUIVRE EN SORTE QUE LA COM-  
MISSION SERA A MEME D'ARRETER DEFINITIVEMENT SON ETAT PREVISION-  
NEL AU COURS DE SA PROCHAINE REUNION.

LA COMMISSION A EU UNE PREMIERE DISCUSSION SUR LE CONTENU D'UN  
BUDGET RECTIFICATIF POUR 1982 QU'ELLE ENVISAGE DE PRESENTER DANS  
LES PROCHAINES SEMAINES. L'EVOLUTION DES DEPENSES AGRICOLES AU  
COURS DES PREMIERS MOIS PERMET D'ESCOMPTER QUE LEUR VOLUME TOTAL  
POUR L'ENSEMBLE DE L'ANNEE POURRA ETRE INFERIEUR AUX CREDITS INS-  
CRITS DANS LE BUDGET, MEME EN TENANT COMPTE DES HAUSSES DE PRIX  
RETENUES EN PRINCIPE PAR LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE LE 30  
AVRIL DERNIER. NE RECTIFICATION EN LEGERE BAISSSE DES CREDITS  
AGRICILES POURRAIT PERMETTRE DE RELEVER CERTAINS AUTRES CREDITS,  
FONDS SOCIAL ET ACTIONS D'AIDE ALIMENTAIRE NOTAMMENT, SANS MODI-  
FIER LE VOLUME TOTAL DU BUDGET.

### 2.3 INNOVATION ET TRANSFERT DES TECHNOLOGIES

-----  
LA COMMISSION A ADOPTE LE 5 MAI UNE COMMUNICATION AU CONSEIL EN  
VUE DE L'ADOPTION D'UN PLAN COMMUNAUTAIRE DE TROIS ANS D'ASSIS-  
TANCE A L'INNOVATION ET AU TRANSFERT DES TECHNOLOGIES. LE BUT DE  
CE PLAN EST DE PROMOUVOIR UNE INFRASTRUCTURE D'INNOVATION QUI  
SOIT A LA DIMENSION INDUSTRIELLE PAR LE RENFORCEMENT DE LA COO-  
PERATION ENTRE LES INSTRUMENTS NATIONAUX DESTINES A L'UTILISATION  
DES RESULTATS DE LA RECHERCHE, LA DIFFUSION DES TECHNOLOGIES ET  
LE FINANCEMENT DE L'INNOVATION INDUSTRIELLE.

## 3. ELARGISSEMENT

### 3.1 ADHESION ESPAGNE

-----  
LES SUPPLEANTS DOIVENT TENIR CE VENDREDI LEUR 19EME SESSION.  
L'ORDRE DU JOUR PREVOIT DES DECLARATIONS DE L'ESPAGNE SUR LES

CHAPITRES CECA ET FISCALITE ET DE LA COMMUNAUTE SUR L'UNION  
DOUANIERE DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL (QUESTIONS RELATIVES AUX  
DROITS DE BASE, APPLICATION DU TDC PAR L'ESPAGNE, CONTINGENTS  
TARIFAIRES APPLICABLES PAR L'ESPAGNE, NOTAMMENT).

#### 4. RELATIONS EXTERIEURES

-----

##### 4.1 FINLANDE

-----

POURSUIVANT SA TOURNEE DES CAPITALES DES PAYS DE L'A.E.L.E., LE  
PRESIDENT HORN SE RENDRA EN VISITE OFFICIELLE EN FINLANDE LES  
17 ET 18 MAI.

##### 4.2 NICARAGUA : VISITE D'UNE DELEGATION MINISTERIELLE

-----

LES 5 ET 6 MAI, UNE DELEGATION DE PLUSIEURS MINISTRES NICARA-  
GUAYENS DIRIGEE PAR M. SERGIO RAMIREZ MERCADO, MEMBRE DE LA JUNTA,  
A RENDU VISITE A LA COMMISSION.

M. RAMIREZ MERCADO A, NOTAMMENT, EU DES ENTRETIENS AVEC LE PRE-  
SIDENT THORN ET MM. HAERKAMP ET PISANI. DES DEUX COTES, LA SI-  
TUATION D'INSTABILITE DANS LA REGION CENTRAMERICAINE A ETE RELE-  
VEE AVEC PREOCCUPATION. M. RAMIREZ A SOULIGNE LA DETERMINATION  
DE SON GOUVERNEMENT DE REALISER LES PRINCIPAUX POINTS DU PRO-  
GRAMME REVOLUTIONNAIRE (SYSTEME PLURALISTE, ECONOMIE MIXTE, NON  
ALIGNEMENT). DU COTE DE LA COMMISSION L'INTENTION A ETE CONFIR-  
MEE DE MAINTENIR ET D'ELARGIR LA COOPERATION DE LA COMMUNAUTE.

(LA COMMISSION DELIBERERA LE 19 MAI D'UN PROGRAMME SPECIAL D'AIDES  
A L'AMERIQUE CENTRALE QUI TIENDRA COMPTE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL EUROPEEN DES 29/30 MARS).

##### 4.3 TURQUIE : NEGOCIATIONS TEXTILES

-----

LES DIX SONT PARVENUS A UN ACCORD SUR LE PRINCIPLE D'UN ARRANGE-  
MENT DE DEUX ANS DANS LE SECTEUR TEXTILE (DANS LE PASSE, LA TUR-  
QUIE S'ETAIT TOUJOURS REFUSEE A UN TEL ARRANGEMENT). L'ARRANGE-  
MENT PORTERAIT SUR UN VOLUME D'AUTOLIMITATION DE 75 500 T. POUR  
LES FILS DE COTON ASSORTI D'UN CONTROLE DES PRIX A L'EXPORTATION,  
AINSI QUE SUR DES PROCEDURES DE CONSULTATION SUR LES AUTRES PRO-  
DUITS TEXTILES.

LA COMMISSION DEVRAIT FINALISER CET ARRANGEMENT AVEC LA TURQUIE  
DANS LES PROCHAINS JOURS.

##### 4.4 POLITIQUE COMMERCIALE : MEMORANDUM FRANCAIS

-----

A LA REUNION DU CRP DU 6 MAI, LA DELEGATION FRANCAISE A PRESENTE  
DES EXPLICATIONS SUPPLEMENTAIRES SUR SON MEMORANDUM DU 26 AVRIL  
CONCERNANT LE RENFORCEMENT DES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE COM-  
MERCIALE COMMUNE. CE MEMORANDUM VISE ESSENTIELLEMENT DEUX POINTS :  
- UN RENFORCEMENT DU SYSTEME COMMUNAUTAIRE DE SURVEILLANCE STA-  
TISTIQUE DES IMPORTATIONS DANS LA COMMUNAUTE. A CET EGARD, LE  
MEMORANDUM PROPOSE D'EXAMINER PERIODIQUEMENT D'UNE FACON APPRO-  
FONDIE AU SEIN DU GROUPE COMPETENT DU CONSEIL DES RAPPORTS A  
ETABLIR PAR LA COMMISSION POUR MIEUX APPRECIER LES CAUSES DE  
L'EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET LEURS CONSEQUENCES SUR L'ECONO-  
MIE EUROPEENNE.

- LE GOUVERNEMENT FRANCAIS ESTIME QU'IL SERAIT UTILE D'INTRODUIRE, DANS LA REGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE, DES DISPOSITIONS D'EFFET ANALOGUE A CELLES EXISTANT DANS LA LEGISLATION AMERICAINE (NOTAMMENT LA SECTION 301 DU TRADE ACT, MODIFIE EN 1979).

LE CRP A CHARGE LA COMMISSION D'ETABLIR DANS LES MEILLEURS DELAIS UN RAPPORT ASSORTI DE PROPOSITIONS APPROPRIEES.

## 5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

-----

### 5.1 SERVICES DE LA COMMISSION

-----

#### A) REORGANISATION DE LA DG DU DEVELOPPEMENT

LA COMMISSION A APPROUVE LES DISPOSITIONS QUI LUI ETAIENT PROPOSEES PAR MM. PISANI ET BURKE EN VUE DE REORGANISER ET RENFORCER LES MOYENS ADMINISTRATIFS D'UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT PROPRE A MIEUX REPENDRE A L'AVENIR AUX BESOINS PRIMORDIAUX DES PVD, QUI ONT EVOLUE, ET AUX BESOINS SPECIFIQUES DE CHAQUE PAYS OU REGION.

LA NOUVELLE ORGANISATION REPOSE ESSENTIELLEMENT SUR LA CREATION :

- D'UNITES DE CONCEPTION SECTORIELLES REGROUPEES DANS UNE DIRECTION "ACTIONS DE DEVELOPPEMENT".
- D'UNITES GEOGRAPHIQUES, REPARTIES SUR 3 DIRECTIONS, QUI SONT RESPONSABLES ET CHEFS DE FILE POUR LA MISE EN OEUVRE ET LE SUIVI DE L'ENSEMBLE DES ACTIONS MENEES AU NIVEAU DE CHAQUE PAYS ET REGION. 3 GROUPES DE TECHNICIENS LEUR SONT ASSOCIES.

LA DIRECTION "FINANCES" ASSUMERA POUR L'ESSENTIEL LES MEMES TACHES QUE MAINTENANT.

LA COMMISSION A DECIDE D'INSCRIRE L'ENSEMBLE DES DEMANDES DE POSTES SUPPLEMENTAIRES DANS LE BUDGET RECTIFICATIF 1982.

#### B) SCIENCE, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

LA COMMISSION A NOMME MR DAVID DAVIES DIRECTEUR GENERAL ADJOINT A LA DG XII.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

+  
EURCOM WSH